

*Initiatives ministérielles*

aux prix du marché lorsque les agriculteurs sont forcés de vendre.

Je voudrais donner quelques exemples de ce que le programme fera pour stabiliser les prix pendant que les céréales sont entreposées. Je prendrai le blé comme exemple. Ces chiffres ont été communiqués par *The Ontario Corn Growers Association*. En 1986-1987, l'augmentation moyenne par tonne de blé découlant de l'entreposage était de 4,54 \$; en 1987-1988, ce même avantage consistant à entreposer ce produit pour le mettre en vente sur le marché à une date ultérieure revenait à 36,30 \$ par tonne. Les producteurs ont grandement besoin de cet argent et ce projet de loi doit être adopté.

Le gouvernement procède à ces suppressions sous prétexte de réduire les dépenses alors qu'en fait il se montre d'une ingratitude monstrueuse. Le coût total de ce programme est d'environ 20 à 25 millions de dollars, peut-être de 27 millions de dollars. Pourtant le gouvernement va percevoir environ 995 millions de dollars, presque 1 milliard de dollars, pour la taxe sur les boissons alcooliques. C'est l'augmentation dans le budget de cette année.

Encore plus ridicule est le fait que les mêmes personnes qui touchent 1,8 milliard de dollars de taxes de l'industrie du tabac suppriment maintenant un programme dans ce secteur de l'industrie qui coûte au gouvernement 1 million de dollars. C'est un rendement du capital investi assez spectaculaire. L'industrie du tabac verse 1,8 milliard de dollars et il n'en coûte qu'un million de dollars au gouvernement. À mon avis, le gouvernement devrait réévaluer sa position et retirer ce projet de loi.

Comment le gouvernement actuel peut-il être aussi dur? Les taxes que versera l'industrie du tabac sont celles que je viens de mentionner. Si on ajoute 995 millions de dollars au chapitre des boissons alcooliques et 700 millions de dollars provenant de la taxe de vente sur les articles qui figurent dans le budget de cette année, on arrive à un total de 3,5 milliards de dollars provenant uniquement du tabac et de l'alcool, et le budget total du ministère s'élève à 2,35 milliards de dollars l'an prochain.

Je me souviens de certaines pratiques médicales d'autrefois. Lorsque quelqu'un tombait malade, le médecin pratiquait une légère saignée et, bien sûr, si l'état du patient ne s'améliorait pas, on le saignait encore plus. Il semble que c'est ce qui se passe aujourd'hui. Je voudrais

rappeler au gouvernement que, très souvent, il arrive que le patient en meure.

À mon avis, l'élimination de ces prêts sans intérêt et de divers autres programmes va donner le coup de mort aux familles agricoles canadiennes, car elles sont déjà saignées à blanc.

Plus tôt, j'ai fait allusion à certaines initiatives de la Société du crédit agricole, comme le refus de publier ses rapports et ses directives, par exemple. Des milliers de familles agricoles canadiennes doivent de l'argent à la SCA. Cette mesure va aggraver le problème parce qu'elles comptaient sur ces prêts sans intérêt pour se remettre à flot.

Dernièrement, un de mes électeurs a reçu un avis de vente forcée juste avant qu'il commence à récolter ses graines de soja et son maïs. Cela s'est produit au moment même où il s'attendait à recevoir de l'argent comptant dans un mois ou six semaines. Je pense que nous devrions réexaminer le rôle de la SCA. Elle s'est transformée en agence de recouvrement au lieu d'être une institution prêteuse.

Tout à l'heure, j'ai dit que les stocks de blé de provende sont au-dessus de la normale. En conséquence, le prix moyen payé au producteur va baisser considérablement. C'est dès maintenant qu'on a besoin de ces prêts sans intérêt, autrement le nombre de fermes saisies va augmenter au cours des prochains mois.

Fait plutôt étrange, alors que le gouvernement se fait de plus en plus pressant auprès des producteurs canadiens, les agriculteurs américains, surtout ceux qui cultivent la graine de soja, demandent déjà à leur gouvernement d'établir ce genre de programme afin de mettre un terme à l'exploitation de la part des grandes sociétés et des spéculateurs du marché des produits agricoles.

En fait, si les États-Unis considèrent que le programme canadien est une subvention, notre gouvernement n'a-t-il pas contesté les prêts de la Corporation de crédit des denrées ou ceux de la Corporation des subventions aux exportations? Je me demande si le gouvernement a obtenu l'assurance des États-Unis qu'ils mettraient immédiatement un terme à leurs programmes de subventions aux exportations qui font baisser le prix des céréales sur le marché international. Pourtant, il pousse ces mesures législatives qui occasionneront des difficultés supplémentaires aux Canadiens.

J'ai toute une série de lettres et de requêtes qui me viennent de diverses associations de producteurs partout au Canada. L'une d'elles, en date du 2 octobre, est signée par un groupe de syndicats des Prairies qui demandent au gouvernement d'abandonner ce projet de loi. Une autre